

Relations politiques

Depuis le milieu des années 80, l'URSS a connu d'importantes réformes qui sont venues modifier la structure de ses systèmes économique, politique et judiciaire. Ces réformes ont suscité un nouvel optimisme pour l'avenir des relations canado-soviétiques.

La décision d'élire des représentants à un nouveau Congrès des députés du peuple a amené un changement important dans la structure politique de l'État. En effet, le Congrès ne fait pas uniquement office d'assemblée délibérante; il élit également les membres du Soviet suprême, le parlement de l'URSS. Parmi les autres réformes politiques, il faut citer notamment la limitation du mandat de tous les représentants officiels et la redéfinition des fonctions et des rapports mutuels du Parti communiste et du gouvernement.

Du point de vue du Canada, bon nombre des problèmes d'ordre politique qui faisaient obstacle à l'établissement de relations plus étroites entre les deux pays sont aujourd'hui résolus. La plupart des prisonniers politiques détenus en URSS ont été remis en liberté, un bien plus grand nombre de Soviétiques sont autorisés à émigrer au Canada ou ailleurs, et les cas de réunification des familles entre le Canada et l'URSS sont tous réglés.

Les consultations entre les deux gouvernements se sont multipliées et portent sur une gamme toujours plus vaste de dossiers : les Nations Unies, l'énergie nucléaire, l'environnement, la formulation de la politique étrangère, le contrôle des armements et le désarmement et les droits de la personne.

Les deux pays ont des commissions mixtes sur l'agriculture, les questions d'ordre économique ainsi que la culture, les relations universitaires et les sports, et ils tiennent des consultations régulières sur la coopération dans l'Arctique.

Il s'établit aussi des contacts à d'autres niveaux. Deux provinces canadiennes ont signé des accords officiels avec des républiques soviétiques. Winnipeg est jumelée à Kiev et Lvov, et Vancouver à Odessa, et d'autres villes, ainsi que des universités, cherchent à établir des contacts plus directs avec l'URSS.

La visite du Premier ministre en URSS permettra d'accroître les possibilités de coopération entre les deux pays.